

DOSSIER DE PRESSE

La règle américaine anti-avortement du “bâillon mondial” est un recul pour la santé des femmes, déclarent les députés Session plénière Communiqué de presse - Aide humanitaire / Relations extérieures – 14-03-2017 - 18:09

Les intervenants des groupes politiques ont réagi au rétablissement par le Président Donald Trump de la “règle du bâillon mondial”, lors d’un débat mardi avec Christos Stylianides, commissaire européen en charge de l’aide humanitaire. Ce décret, signé le 23 janvier, contraint les ONG étrangères financées par les États-Unis à certifier qu’elles ne pratiqueront pas d’avortement et n’en feront pas la promotion active. Christos Stylianides, commissaire en charge de l’aide humanitaire, a fait part de sa préoccupation face au rétablissement du mémorandum présidentiel relatif à la politique de Mexico, signé par le Président américain Donald Trump. “Cette décision pourrait avoir un impact sur nos objectifs de développement dans le monde, par exemple sur la mortalité maternelle, et pourrait potentiellement mettre la santé des jeunes femmes en danger”, a-t-il déclaré.

“L’approche de l’UE en termes d’aide humanitaire se fonde sur les besoins”, a-t-il tenu à souligner. La décision d’avorter dépend de nombreux facteurs, tels que la santé de la mère et le cadre légal du pays concerné. “C’est aux médecins qu’il faut laisser le choix de la meilleure façon de traiter les femmes et les jeunes filles. Ce n’est pas aux avocats qu’incombe cette mission”, a-t-il ajouté. “Je condamne fermement le rétablissement de la règle du “bâillon mondial”. Nous avons reçu des signaux d’alarme de l’Afrique à l’Asie en passant par l’Amérique latine sur les graves conséquences de cette réinstauration, a déclaré Anna Maria Corazza Bildt (PPE, SE). “Le risque, c’est que la mortalité des femmes augmente. Il ne s’agit pas d’être pour ou contre l’avortement, mais de législation humanitaire. De santé. De sécurité. De protection de l’enfance. Et les droits des femmes sont les droits de l’homme”. L’Europe devrait faire entendre sa voix et montrer son leadership, a-t-elle ajouté, afin de contrer le sexisme de Trump.

“Il n’est pas juste que l’accès des femmes à toute une gamme de choix en termes de planning familial devienne un football politique”, a déclaré Linda McAvan (S&D, UK). “Les femmes parmi les plus pauvres du monde (estimées à 225 millions) verront leur accès au planning familial et aux services annexes réduit, mais choisir d’avoir ou non des enfants est un droit fondamental des femmes, où qu’elles vivent”, a-t-elle ajouté.

Branislav Škripek (ECR, SK) a déclaré que les politiciens de l’UE devaient respecter la décision de Donald Trump fondée sur des arguments tels que “le respect de la vie, de la naissance, de dignité de la vie et de ceux qui ne sont pas encore nés. (...) L’avortement ne peut pas être considéré comme “un soin de santé élémentaire”. Nous ne soutiendrons pas la tentative de la Commission de dépenser des millions pour exporter cette cruauté dans les pays en voie de développement”, a-t-il déclaré.

"L'ordre du jour des prétendus partis populistes ne concerne pas seulement le nationalisme, la souveraineté anti-UE ou nationale. Il s'agit aussi de sexisme et de misogynie, d'opposition aux droits des femmes", a déclaré Sophia in 't Veld (ADLE, NL). "L'UE doit non seulement refuser les normes imposées par les pays tiers, mais aussi fixer les normes (...) et combler le déficit de financement".

Malin Björk (GUE/NGL, SE) a souligné que le Président américain avait interdit pratiquement tout soutien à la santé génésique des femmes. Le Parlement a agi, a-t-elle dit, alors qu’il a voté les exigences pour un financement européen accru. "Nous devrions clairement condamner la règle du ‘bâillon mondial’ des États-Unis, s’engager dans la bataille au sein des enceintes internationales et engager plus de fonds", a-t-elle conclu.

Terry Reintke (Verts/ALE, DE) a déclaré: "Nous parlons de la vie et du bien-être de millions de femmes dans le monde, (...) du planning familial et de l'éducation sexuelle. Environ 600 millions de dollars pourraient être perdus. Nous demandons à la Commission d'augmenter le financement de l'Union européenne".

"L'UE n'a aucune compétence dans ce domaine. L'avortement est un crime", a déclaré Beatrix von Storch (EFDD, DE). "Arrêtons de vouloir financer ces choses pour lesquelles nous n'avons aucune compétence. Prenons garde à la protection de la vie plutôt qu'à la fin de celle-ci", a-t-elle ajouté.

Marie-Christine Arnautu (ENL, FR) a déclaré que tout prétexte serait bon dans ce forum pour attaquer le nouveau Président américain. Il appartient au gouvernement américain de décider de ses propres critères de financement des ONG.

REF. : 20170309IPR65844 Mis à jour le: (14-03-2017 - 23:15)

Contacts

- **Maja OREL SCHWARZ**
- Attachée de presse
- Numéro de téléphone(+32) 2 28 32357 (BXL)
- Numéro de GSM - portable(+32) 473 86 49 74
- Adresse e-mail maja.orel@europarl.europa.eu
- Adresse e-mail femm-press@europarl.europa.eu